


# Louis Gallois : " La mesure est aveugle et frappe les plus pauvres "

Le président de la Fédération des acteurs de la solidarité dénonce la baisse des APL et réclame un discours clair sur lutte contre la pauvreté

 Louis Gallois, le président de la Fédération des acteurs de la solidarité – qui regroupe 850 associations et organismes d'aide aux plus démunis –, se dit " *préoccupé* " par le silence du gouvernement quant à la lutte contre la pauvreté.



**Le gouvernement a annoncé une baisse de 5 euros par mois des aides au logement. Qu'en pensez-vous ?**

Cette mesure générale est aveugle et frappe en premier lieu les plus pauvres. Non seulement elle met à mal la solvabilité des locataires, mais aussi le pouvoir d'achat, car pour une personne qui touche le revenu de solidarité active (RSA), 5 euros en moins par mois, c'est significatif. Je ne peux pas ne pas faire le rapprochement avec d'autres mesures annoncées, comme celle de réduire l'impôt sur la fortune, qui va coûter plusieurs milliards d'euros. Cela est peut-être justifié dans le but de stimuler le dynamisme économique, mais il faut une politique équilibrée.

Nous sommes également préoccupés par la reprise des expulsions locatives pour impayés de loyer depuis avril. Leur nombre n'a cessé d'augmenter sur les dix dernières années, faute d'une politique de prévention digne de ce nom. La baisse des APL va mécaniquement aggraver la situation de ces ménages qui ont déjà des difficultés à se maintenir dans leur logement.

**Qu'attendez-vous du gouvernement ?**

D'abord, qu'il sorte de son silence et dise quelle est sa politique pour lutter contre la pauvreté. Cela fait deux mois qu'il est installé et nous ne savons toujours rien dans ce domaine : c'est un motif d'inquiétude. Je rappelle qu'en France 8,7 millions de ménages vivent sous le seuil de pauvreté (1 008 euros par mois et par unité de consommation), un million de plus qu'en 2008. Concernant le logement, nous avons rencontré Richard Ferrand, alors ministre de la cohésion des territoires, puis son successeur, Jacques Mézard, qui semblaient d'accord sur la politique dite du " logement d'abord ", visant à proposer directement un logement pérenne aux personnes sans abri, sans en passer par les centres d'hébergement.

Le programme d'Emmanuel Macron prévoit la création de 40 000 locations d'intermédiation locative dans le parc privé et l'ouverture de 10 000 places en pension de famille. C'est utile mais pas suffisant. Nous redisons qu'il faut doubler la construction de logements sociaux à bas loyers, grâce à des prêts locatifs aidés d'insertion, dont le nombre doit passer de 30 000 à 60 000 par an.

**Le SAMU social et les associations dénoncent toujours l'embolie des structures d'hébergement d'urgence. Quelles sont vos propositions ?**

Un appel au 115 sur deux n'a pas de réponse positive : ce n'est pas acceptable. Le gouvernement précédent a fourni un réel effort en ouvrant 40 000 places d'hébergement d'urgence de plus, il faut poursuivre et surtout ne pas réduire ce budget. Mais les structures d'accueil sont saturées et, il faut le dire, par des migrants qui n'ont pas de papiers et ne peuvent ni travailler, ni se loger. En Ile-de-France, 3 300 familles vivent à l'hôtel depuis plus de deux ans, selon les chiffres du SAMU social, qui finance ces chambres. Cela est très préjudiciable aux enfants, auxquels ce mode de vie pose des problèmes de nutrition, de santé, d'éducation. Or, ces familles sont en France depuis longtemps et l'on sait qu'elles ne seront pas renvoyées chez elles. Il faut donc, pour les migrants qui sont là depuis plus de deux ans, accorder un statut, qu'ils puissent travailler et se loger dans le parc privé ou public. Je demande à nouveau que le gouvernement s'exprime sur ce sujet.

**propos recueillis par I. R-L.**